



Avec SUD-Culture, Tous SOLIDAIRES

Pour un autre syndicalisme, qui n'hésite pas à défendre des valeurs, qui agit et ne se compromet pas !

Entre le 1^{er} et le 8 décembre prochains, se dérouleront des élections professionnelles au sein de l'ensemble de la fonction publique. Au ministère de la Culture, cette consultation permettra d'apprécier la représentativité de chacun des syndicats pour les quatre prochaines années. Ce vote déterminera la répartition des sièges des représentants du personnel dans les différentes instances consultatives.

Dans un contexte difficile, à la fois pour les collectifs de travail et les collectifs militants, ces élections seront l'occasion de rappeler le syndicalisme que nous voulons défendre :

- un syndicalisme qui fait le lien entre le lieu de travail et ce qui se vit dans la société ;
- un syndicalisme qui défend chacun-e non pas dans le cadre étroit du corporatisme, mais dans une vision globale solidaire ;
- un syndicalisme qui se veut « mutualiste » entre le public et le privé, entre les syndiqué-es et les non syndiqué-es, entre le monde du travail et le monde des « sans » : sans logement, sans papier, sans droits,...
- un syndicalisme qui refuse toutes les discriminations et toutes les ségrégations, de genre, d'origine ou de handicap parmi le personnel administratif ou enseignant ainsi que dans la population étudiante, un syndicalisme militant pour l'égalité et la fraternité, l'inclusion et le droit de tous au bonheur, à l'éducation et au travail.

A l'ENSAG nous avons tous constaté ce début de semestre l'impact d'une coupe brutale de moyens et ses effets sur le fonctionnement des trois communautés de l'école (agents administratifs et enseignants ; étudiante).

Est-ce une marche un peu plus rude d'une dégradation des conditions de travail amorcée déjà il y a quelques années, et sans cesse dénoncée par les représentants du personnel?

- Cela produit pour les agents administratifs -par ailleurs décimés par le non renouvellement des postes par le ministère de tutelle et les légitimes arrêts maladie dus aux conditions de travail dégradées- une obligation à un travail en sursystème permanent ! D'autant plus qu'ils effectuent quasi-systématiquement des tâches supérieures au niveau de « qualification » pour lequel ils ont été engagés, il est commun qu'un-e « catégorie C » fasse un travail de « catégorie A ». Ils en ont bien la compétence, la preuve! Mais pas le salaire ! Et on leur en demande toujours plus : plus d'appel à projets, plus d'adaptation, plus de procédures, plus de reporting...
- Cela produit pour les agents enseignants des situations dégradantes aussi : un taux d'encadrement qui ne correspond pas aux effectifs et à la capacité des salles allouées, et surtout à l'ambition du programme pédagogique pourtant accrédité par les ministères de la culture et l'enseignement supérieur. Des équipes pédagogiques épuisées devant l'ampleur des missions dévolues aux ENSA depuis 2018 : formation initiale et continue, recherche, international, sensibilisation de tous les publics, « expertise et appui aux politiques publiques pour la mise en œuvre des missions d'intérêt public en lien avec la loi de 1977 sur l'architecture » ... Un corps enseignant fracturé avec d'un côté des titulaires enseignants chercheurs qui n'ont pas les mêmes avantages que leurs homologues des universités et, de l'autre côté, un bataillon d'enseignants contractuels payés à l'indice le plus bas de la fonction publique (soit le Smic mensuel !) et qui représente 23 % de l'emploi enseignant des ENSA.
- Cela produit pour les étudiant.es des conditions hostiles dont les effets sur leur santé, notamment mentale, sont aujourd'hui

avérés. Il est trop long d'énumérer ce qu'ils-elles vivent: des portes de bureaux fermées, le manque de prises électriques pour brancher leur PC, des voyages pédagogiques rares faute de financements, des groupes de TD surchargés etc. Ils ont « perdu »... Un environnement de formation serein et apaisé et l'insouciance nécessaire pour modifier l'univers. Le corps d'Inspection des deux ministères, lui-même, concède en avril 2022 qu'avec 8500 € par an et par étudiant en ENSA, l'enseignement et la recherche en architecture (censé participer aux défis colossaux des années à venir que nous connaissons tous) sont les parents pauvres de l'enseignement supérieur.

Exigeons les moyens pour que les étudiant.es de nos ENSA puissent construire le monde de demain en restant optimistes.

Ensemble, nous devons être vigilants... et agir. Nous nous devons de travailler ensemble et être solidaires, conscients des spécificités de chacun. Quels que soient les statuts, nous sommes interdépendants. Notre force est la réflexion commune des trois communautés pour défendre, réparer notre service public et bien vivre ensemble.

Nous refusons que le poids des crises successives soit porté sur les classes populaires, les salarié-es, en particulier les travailleurs/travailleuses, soumis à des régimes de pénibilité, les exclus du monde du travail, les migrant.es présents sur notre sol. La violence sociale à l'encontre de toutes ces catégories n'a cessé de croître de crise en crise. Notre organisation syndicale, porteuse d'un projet de transformation sociale, se doit d'être à la hauteur des attaques subies. Et le pourcentage que nous allons obtenir, s'il est en augmentation, nous permettra d'aller plus loin, de peser davantage au ministère de la Culture face à l'administration dans ce que nous revendiquons tout autant que dans les rapports intersyndicaux pour pouvoir organiser les luttes !

(Pour rappel : SUD Culture Solidaires est à l'heure actuelle troisième syndicat du MC avec 16,25% des voix !)

***Votons tous le 1^{er} et le 8
décembre. Votons SUD.***

